

PARTIS POLITIQUES

[Tudi Kernallegenn](#)

in Romain Pasquier et al., *Dictionnaire des politiques territoriales*

Presses de Sciences Po | « [Références](#) »

2020 | pages 417 à 421

ISBN 9782724626001

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-territoriales---page-417.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Partis politiques

Si la littérature sur les partis politiques s'est majoritairement focalisée sur le niveau national, plusieurs traditions de recherche ont exploré leurs dimensions territoriales et localisées (Detterbeck, 2012 ; Sawicki, 2017). Les territoires des partis politiques sont divers, incluant le territoire électoral, à l'instar des circonscriptions législatives, le territoire institutionnel, qu'il s'agit d'administrer, ou encore le territoire d'organisation voire de réflexion du parti lui-même. S'ils sont des « entreprises politiques », les partis se distinguent avant tout entre eux par des projets différenciés reposant sur des idéologies distinctes voire antagonistes, et prenant la forme de programmes au moment des élections. Pourtant, dans la perspective d'un accès au pouvoir par les urnes, l'intérêt stratégique des partis n'est pas de se focaliser trop étroitement sur les antagonismes sociaux. Ils ont besoin d'un fort ancrage territorial, et donc généraliste, *a fortiori* quand les élections sont uninominales. Il s'agit en effet d'obtenir la majorité sur un territoire donné, une circonscription.

Enfin, le territoire lui-même est objet de représentations politiques différenciées en fonction des partis, qui ne sont pas sans conséquences sur leur structuration. Plus globalement, tous les partis doivent construire leur représentativité territoriale, c'est-à-dire leur légitimité à le représenter (conseillers généraux et députés) ou à le diriger (conseil municipal, général et régional). Ils doivent revendiquer un lien plausible entre les aspirations de la population et les ambitions qu'ils affichent pour le territoire. Cela crée une double dynamique, selon laquelle les partis politiques sont façonnés par un territoire auquel ils participent à donner sens en le représentant et en l'administrant.

Clivages territoriaux et territoires des discours partisans

Pour Stein Rokkan, les partis politiques contemporains sont nés à la suite d'une série de fractures qui constituent le tissu de l'histoire

des pays européens depuis le XIX^e siècle. La première fracture qu'il analyse est précisément d'ordre territorial. Certaines forces sociales s'identifieraient à la poussée centralisatrice qui caractérise le développement du pouvoir politique à partir du XIX^e siècle, alors que d'autres résisteraient parce qu'elles se sentiraient menacées dans leurs traditions et leur équilibre économique et politique. À cet antagonisme du national et du local correspond, d'après Stein Rokkan, le clivage qui sépare les partis « jacobins » et les partis « girondins ». Les premiers mettent l'accent sur l'unité administrative, culturelle et linguistique de l'État, œuvrant en faveur des réformes qui uniformisent le territoire, le constituent en État-nation. Les autres, au contraire, s'efforcent de préserver les particularismes locaux, célébrant l'autonomie régionale face au pouvoir central, valorisant les singularités culturelles face à la culture dominante.

Cette fracture se retrouve à l'intérieur de chaque famille politique, même si les gaullistes à droite, et les « républicains » et communistes à gauche, penchent plus du côté « jacobin », tandis que les libéraux et chrétiens-démocrates à droite et les écologistes à gauche penchent plus du côté « girondin ». Mais un parti comme le Parti socialiste (PS) est divisé, réunissant aussi bien des sensibilités jacobines (l'héritage de la Section française de l'Internationale ouvrière – SFIO) que girondine (la « deuxième gauche »), tout en s'inscrivant dans une tradition politique peu intéressée par le territoire (le marxisme).

Une famille politique toutefois, les « ethnorégionalistes », se définit avant tout par cette fracture. La littérature sur cette famille politique est relativement riche (surtout dans le monde anglo-saxon), mais partiellement marquée par des jugements de valeur (« phénomène résiduel », « révolte contre la modernité », etc.). Il faut attendre les années 1980 et les travaux entre autres de Michael Keating pour une approche analytique rigoureuse. Lieven de Winter et Huri Türsan (1998) étudient systématiquement et de manière comparative en Europe cette famille qui se caractérise par deux traits communs : une frontière territoriale à l'intérieur d'un même pays et une population à qui ces partis affirment qu'elle constitue une catégorie ethnoculturelle spécifique possédant une seule et unique identité commune.

La caractéristique la plus partagée par ces partis est le caractère central de leur revendication d'un renforcement des pouvoirs de la collectivité ethnorégionale, qui peut aller d'une demande de meilleure prise en compte des spécificités du territoire par l'État à des velléités indépendantistes, en passant par l'autonomie et le fédéralisme. Organisés à l'échelle européenne dans l'Alliance libre européenne (ALE), sa composante française est Régions et peuples solidaires (dont les membres les plus significatifs sont le Parti de la nation corse et l'Union démocratique bretonne).

Les écologistes sont une autre famille politique marquée par la valorisation forte du territoire. Comme le démontrent notamment Daniel Boy et Benoît Rihoux, les partis écologistes se caractérisent par un projet territorial complètement opposé à la structure traditionnelle de l'État français : au triptyque commune-département-État, ils opposent une articulation entre quartier (en milieu urbain), village (en milieu rural), pays, région et Europe. Il s'agirait de rapprocher la prise de décision du citoyen, de promouvoir la démocratie locale contre le pouvoir central, tout en la basant sur des territoires considérés comme cohérents culturellement, socio-économiquement et naturellement. Cela marque d'ailleurs leur structuration territoriale : l'échelon politique le plus important d'Europe écologie-Les Verts est la région, alors que la plupart des autres partis politiques français sont structurés départementalement.

L'ancrage territorial des partis politiques

La sociologie politique a démontré depuis longtemps que l'ancrage territorial des partis politiques n'est pas uniforme et n'est pas dénué d'une certaine constance dans le temps traduisant des bastions et des zones de faiblesse. Comme le souligne Ronan Le Coadic à propos des « campagnes rouges de Bretagne », où il s'interroge sur la permanence d'un vote PCF en Centre Ouest Bretagne, cet ancrage se comprend avant tout par un détour par l'histoire (déchristianisation précoce, impact fort de la Résistance, capacité d'adaptation du Parti communiste français – PCF, etc.) plus que par

une structure sociale spécifique. De même, selon Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, l'implantation historique du socialisme dans le Nord repose plus sur une organisation, la permanence d'une communauté structurée par le parti et ancrée dans la convivialité de l'entre-soi, que sur une idéologie. L'ancrage territorial des partis de droite s'appréhende également par un détour par l'histoire (permanence des réseaux catholiques, Résistance inspirée par le gaullisme, etc.), mais ne peut se comprendre sans référence à la figure du notable, incarnant politiquement le territoire dont il fait le lien avec le centre. Il l'incarne d'ailleurs d'autant mieux que le parti politique n'est plus visible (voir les travaux de Julien Fretel sur l'Union pour la démocratie française – PDF).

La dépolitisation des politiques territoriales

L'une des principales questions de la science politique est de comprendre en quoi l'action publique territoriale reflète les choix ou les orientations idéologiques de ceux qui les conduisent. Ou, dit autrement, quelle est la variable partisane des politiques territoriales ?

Les années 1970 et 1980 ont connu de puissantes logiques de différenciation partisane, mais cela semble moins vrai à partir des années 1990. Dépassant la vision d'un décideur décidant, s'est alors développée au sein de la discipline l'hypothèse de la standardisation de l'action publique. Trois principaux constats alimentent cette thèse (Arnaud, Le Bart et Pasquier, 2007) : la professionnalisation des milieux décisionnels territoriaux, adoucissant voire faisant disparaître la distinction entre élus et fonctionnaires territoriaux ; l'accélération des logiques d'échange entre niveaux de gouvernement favorisant la circulation de modèles d'action publique ; et le déclin consécutif des alternatives politiques au profit d'alternances à faible dimension idéologique. En insistant sur l'interdépendance entre les élus et les forces sociales, les théories de la gouvernance ont précisé cette vision selon laquelle la politique locale dépend de plus en plus d'acteurs non élus, atténuant par là même le rôle des partis politiques. Le courant néoinstitutionnaliste est à son tour venu déconstruire l'idée de l'impact

partisan sur les politiques publiques, en soulignant que la dépendance au sentier emprunté limitait les marges de manœuvre d'un parti s'emparant d'une collectivité.

Pour autant, l'impact de la variable partisane n'a pas complètement disparu et se retrouve dans plusieurs domaines. C'est le cas du discours : la politique continue à imposer son lexique et sa grammaire. L'élus doit inscrire son action dans le système de valeurs revendiqué (tout en se défendant dans le même temps de faire de la politique partisane !) dans un incessant bricolage discursif qui donne sens à l'action quotidienne. L'idéologie partisane n'ayant souvent plus prise sur le fond de l'action publique, elle se trouve investie sur des objets plus symboliques (par exemple le pouvoir de nommer les rues et les bâtiments). Certains domaines de politique publique semblent toutefois résister à la dépolitisation ou être réinvestis ponctuellement d'une forte charge idéologique : logement social, accueil des gens du voyage, place du vélo, service public en régie directe ou délégation, etc.

Références essentielles

ARNAUD Lionel, LE BART Christian et PASQUIER Romain (dir.), *Idéologies et action publique territoriale. La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Rennes, PUR, 2007.

DETTERTBECK Klaus, *Multi-level party politics in Western Europe*, Londres, Palgrave, 2012.

SAWICKI Frédéric, *Les Réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2017 [1997].

WINTER Lieven de et TÜRSAN Huri (eds), *Regionalist Parties in Western Europe*, Londres, Routledge, 1998.

Tudi Kernalegenn

Voir aussi

Clientélisme • Collaborateur politique • Cumul des mandats • Démocratie locale • Dévolution • Élections • Élus locaux • Expertise • Fédéralisme • Fonction publique territoriale • Langue • Lobbying territorial • Notable • Système politique local • Territoire